

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 08 juin 2020
Régulièrement convoqué le 29 mai 2020

Le 08 juin 2020 à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Franck REYNIER.

Présents (es) : M. Joël DUC, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (arrivée à la 1.00), Mme Catherine AUTAJON, M. Daniel POIRIER, Mme Madeleine MURAOUR, M. André ORSET-BUISSON, M. Hervé LANDAIS, M. Jacky FERRERO : Adjoints au Maire. Mme Ginette TORTOSA, Mme Mireille PATEL DUBOURG, M. Claude BOURRY, Mme Françoise OBLIQUE, Mme Isabelle MOURIER, Mme Ludivine BERGER, M. Maxime BANC, M. Auguste SUARES, M. Stéphane MORIN (départ à la 3.01), M. Karim OUMEDDOUR, Mme Nicole ASTIER, M. Régis QUANQUIN, Mme Annie MAZET (arrivée à la 1.00), Mme Catherine COUTARD, M. Serge CHASTAN, M. Johann MATTI, M. Salim BOUZIANE, M. Alain CSIKEL.

Pouvoirs : Mme Chantal SALVADOR (pouvoir M. Franck REYNIER), M. Marc LANDOUZY (pouvoir Mme Françoise CAPMAL), Mme Marie-Cécile SCHERER (pouvoir M. André ORSET-BUISSON), M. Nicolas DURRIEUX-DESMONTEIX (pouvoir Mme Isabelle MOURIER), Mme Jade ROGET (pouvoir Mme Madeleine MURAOUR), Mme Audrey MONJAL (pouvoir M. Daniel POIRIER), M. Jean-Louis DE SAINT PRIX (pouvoir Mme Mireille PATEL-DUBOURG), M. Maurice SABAROT (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), Mme Annette BIRET (pouvoir M. Alain CSIKEL).

Absent(e) ou excusé(e) : M. Raphaël ROSELLO

Secrétaire de Séance : M. Maxime BANC

3.02 - DÉLIBÉRATION RELATIVE À LA MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) - INGÉNIEURS TERRITORIAUX, TECHNICIENS TERRITORIAUX ET INFIRMIERS TERRITORIAUX

Monsieur Hervé LANDAIS, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Considérant qu'il convient d'intégrer au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant, au fur et à mesure de la publication des arrêtés de transposition, les différents corps de la Fonction Publique Territoriale concernés.

Par décret n°2020-182 du 27 février 2020, il a été précisé les équivalences avec la Fonction Publique de l'État des différents cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale, afin de mettre en œuvre les dispositions relatives au régime indemnitaire des agents territoriaux.

Ce décret a procédé à la création d'une annexe permettant aux cadres d'emplois non encore éligibles au RIFSEEP de pouvoir en bénéficier.

Il est rappelé que les principes régissant la délibération en date du 11 décembre 2017 ne sont pas modifiés.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la Fonction Publique de l'État,

Vu l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n°2014-513 susvisé portant création d'un RIFSEEP dans la Fonction Publique de l'État,

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n°2014-513 susvisé portant création d'un RIFSEEP dans la Fonction Publique de l'État,

Vu la délibération en date du 11 décembre 2017 portant mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **DE MODIFIER ET COMPLÉTER** la délibération en date du 11 décembre 2017 comme suit :

ARTICLE 1 : MODIFICATIONS

L'article 2 de la délibération en date du 18 décembre 2017 est modifié comme suit :

CONDITIONS D'ATTRIBUTION
 Sont rajoutés les paragraphes suivant :

- Catégorie A

INGENIEURS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction d'un établissement, fonction d'expertise stratégique	36 210 €
Groupe 2	Responsable d'un service, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	32 130 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	25 500 €

Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les ingénieurs territoriaux, agents de catégorie A.

- Catégorie B

TECHNICIENS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction d'un service, Responsable de un ou plusieurs services	17 480 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, chargé de mission, assistant de direction	16 015 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	14 650 €

Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les techniciens territoriaux, agents de catégorie B.

INFIRMIERS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction d'un service, Adjoint, Responsable de un ou plusieurs services, Fonction d'expertise	9 000 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	8 010 €

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les infirmiers territoriaux, agents de la catégorie B.

L'article 3 de la délibération en date du 18 décembre 2017 est modifié comme suit :

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Est rajouté le paragraphe suivant :

- Catégorie A

INGENIEUX TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction d'un établissement, fonction d'expertise stratégique	6 390 €
Groupe 2	Responsable d'un service, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	5 670 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	4 500 €

Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les ingénieurs territoriaux, aaents de catégorie A.

• **Catégorie B**

TECHNICIENS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	<i>Direction d'un service, Responsable de un ou plusieurs services</i>	2 380 €
Groupe 2	<i>Adjoint au responsable de service, chargé de mission, assistant de direction</i>	2 185 €
Groupe 3	<i>Autres agents relevant du cadre d'emploi</i>	1 995 €

Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les techniciens territoriaux, agents de catégorie B.

INFIRMIERS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	<i>Direction d'un service, Adjoint, Responsable de un ou plusieurs services, Fonction d'expertise</i>	1 230 €
Groupe 2	<i>Autres agents relevant du cadre d'emploi</i>	1 050 €

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les infirmiers territoriaux, agents de la catégorie B.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET

La présente délibération prendra effet à sa date de publication.

Le montant individuel de l'IFSE et du CIA seront décidés par l'autorité territoriale et feront l'objet d'arrêtés, notifiés à l'agent.

Conformément à l'article 6 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'IFSE la première année du versement, sans préjudice du réexamen au vu de l'expérience acquise ou de la remise à niveau des mécanismes correctifs mentionnés à l'article 2.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AU RÉGIME INDEMNITAIRE EXISTANT

Au plus tard le 1^{er} juillet 2020 et au fur et à mesure de la prise des arrêtés individuels, sont abrogées les primes et indemnités antérieurs existants pour les cadres d'emplois susvisés.

ARTICLE 4 : CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 09 juin 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint délégué

Hervé LANDAIS

